

Venezuela : La question des expropriations à l'ordre du jour.

Francisco VIELMA

27 avril
2015



Nicolas Maduro inspectant les chantiers de rénovation urbaine intégrale « Barrio nuevo, barrio tricolor » dans le quartier populaire 23 de Enero, à Caracas, le 25 avril 2015. L'État a investi 6.102 millions de dollars pour relancer ce programme dans l'ensemble du pays.

Le même Nicolas Maduro qui, il y a deux ans, en début de mandat, invitait les chefs d'entreprises au palais présidentiel pour tenter de nouer le plus large dialogue, arrive aujourd'hui à l'étape qu'il savait possible : l'obligation de mettre au pied du mur les acteurs de la guerre économique, du système de sabotages et d'accaparements comme éléments d'une guerre d'usure visant à mécontenter la population. Contrer les plans de ce secteur privé impliqué dans une stratégie de coup d'État, a requis pas mal de sagesse politique, de patience stratégique mais aussi un minutage précis des moments de l'intervention.

Maduro a bien compris qu'il s'agit d'une guerre menée sous diverses formes et depuis des années et que même si on se trouve à un tournant, les temps ne sont pas au radicalisme du style « en avant toute ». Ce n'est pas le moment du volontarisme utopique cher aux représentants d'une gauche protégée qui parle beaucoup et agit peu. Bref, pas l'heure de dogmatismes ou de mesures improvisées qui laissent entendre que « tout sera résolu par la suite ». A équidistance de l'idéalisme et du pragmatisme. C'est la posture que Maduro adopte.

L'appareil mafieux qui a dévié la rente pétrolière, la dépendance d'élites politique et économique vis-à-vis de l'empire (1), l'existence d'une bourgeoisie regroupée au sein de grands monopoles privés qui contrôlent 80 % des importations, de la production et de la distribution au Venezuela, la collection de grandes familles qui ont la haute main sur les relations économiques du pays, sont par essence l'ennemi le plus redoutable auquel le peuple vénézuélien a été confronté, bien avant la révolution bolivarienne. Espérer venir à bout de cette lutte historique d'un coup de plume, par un simple décret, est tout aussi irréaliste que tenter d'établir un modus vivendi basé sur une tolérance excessive vis-à-vis de ceux qui impunément, s'adonnent à cette guerre économique.

A ce jour, face à l'ampleur de la brèche, la tactique doit s'articuler avec la stratégie d'assainir l'économie sur la base de nouvelles formes de relations économiques, qui visent à consolider une société plus juste. Il faut également veiller à la réorientation des modes d'obtention, puis d'affectation, des dividendes de la rente pétrolière (quintessence historique du capitalisme « rentier » vénézuélien), tout en supplantant les rapports de propriété qui permettent à la bourgeoisie de contrôler les points névralgiques de ce dispositif. C'est là que se joue la combinaison « approche tactique »/« perspective stratégique ».

Les médias de l'économie privée, majoritaires, imputent au gouvernement les dégâts de la guerre économique dont elle est responsable.

Si la prémisse d'un système d'économie mixte doit naître, ce ne sera sûrement pas avec le concours d'une part importante de cette élite improductive, qui a toujours su comment piller l'État pour s'installer à Paris, Miami ou New York, élite corrompue, incontrôlable, qui flirte en permanence avec le coup d'État (2). Si le tournant économique vénézuélien compte sur des entreprises privées efficaces, productives, responsables, ce seront

celles qui peuvent s'inscrire dans une politique de développement national, étrangères à la situation oligopolistique du moment. Et pas les mafieux de Fedecamaras et Consecomercio (Fédérations patronales et des chambres de commerce qui organisèrent le coup d'État manqué contre le président Chavez en avril 2002). Dans ces conditions, bien plus qu'une pierre d'achoppement, la guerre économique comme expression paroxystique de la crise se transforme en un facteur d'opportunités.

Maduro à la croisée des chemins.

A l'instar de Chavez, et de par sa propre formation, Maduro se place à la croisée des chemins, entre négociation, concertation et tournant décisif. Oui : Nicolas Maduro a pratiqué la politique de la main tendue en direction des représentants les plus emblématiques de la bourgeoisie vénézuélienne. Il devait le faire, tout en sachant que cela lui vaudrait moqueries et sous-estimation. De retour au Venezuela après la victoire obtenue au Sommet des Amériques à Panama (1) le président bolivarien a déclaré dans un discours important que la bourgeoisie confondait sa patience avec le cœur de sa politique, et a appelé ses ministres, les syndicats, et l'ensemble des organisations populaires à travailler davantage pour s'attaquer à la « racine du mal ». A radicaliser les actions touchant au domaine économique, et à ne « plus croire en la bourgeoisie ».

Sur le plan politique, la situation est celle-ci : on se trouve formellement en présence d'une déclaration de guerre économique. La contre-attaque est dans le camp du gouvernement national. Ceux qui souhaitaient la guerre et espéraient l'absence de réponse ont eu tort.

Ce tournant du conflit permet de mesurer la capacité du gouvernement à diriger. La question que l'on peut se poser est la suivante : ceux qui sont aux responsabilités se donneront-ils les moyens d'aboutir à des décisions concrètes, conformes à ces déclarations ? Dans le cas contraire, le ton tranchant du discours de Maduro (dont le caractère politique est insuffisamment pris en compte par la bourgeoisie) sera placé sur le compte de la démagogie. Le leader d'extrême-droite Leopoldo Lopez Mendoza, est particulièrement bien placé pour répondre à cela, qui avait traité Maduro de « lâche » en le mettant au défi de le faire emprisonner. Cet impénitent guarimbero (organisateur de violences meurtrières, NdT), cousin du grand patron Lorenzo Mendoza, est probablement le premier oligarque à être arrêté dans l'histoire politique récente du pays. Persuadé que sa notoriété politique et médiatique le protégerait, Leopoldo López Mendoza croyait à l'impunité. Les autorités ont statué sur son cas. Aucun nom fût-il celui d'un multimillionnaire organisateur d'une version tropicale d'« Aube Dorée » ne se situe au-dessus des lois. Maduro a franchi le Rubicon. Et il ira jusqu'au bout, pour défendre l'État de droit contre les tenants du coup d'État.

A ce jour, certains ex-ministres, dont des militaires, et ex-gouverneurs de l'ère Chavez sont dans le collimateur de la Justice pour faits de corruption et poursuivis pour divers délits (3). Il y a eu des décisions difficiles à prendre sur le plan économique, en réponse à la conjoncture difficile. Le Venezuela où personne jusqu'à présent n'osait mettre la main sur l'« intouchable » entreprise privée de médicaments Farmatodo, vit la fin d'un mythe : l'impunité d'élites à qui rien ne pouvait jamais arriver.

Si quelque chose caractérise les récentes décisions politiques, c'est que la patience tactique a ses limites, que les décisions doivent être prises au moment opportun, qu'aucun individu n'est intouchable. Et ce, qu'elle que soient ses avantages médiatiques, politiques ou sociaux. Il n'y a pas d'intouchables.

Supporter le coût politique.

Les médias de l'élite privée (80 % de l'économie actuelle), disions-nous, imputent au gouvernement les ravages d'une guerre économique dont elle est responsable. Comme au Chili en 1973, l'un des thèmes est celui des expropriations, supposées être responsables de la chute de l'activité productive, engendrant ainsi les pénuries. Cette campagne est menée dans un pays où l'État n'a jamais procédé à l'expropriation (pour ne citer que ces quelques exemples) d'entreprises de fabrication de papier hygiénique, de couches et de serviettes hygiéniques, qui sont tous des produits hautement sensibles ayant disparu des rayons et ciblés sur le public féminin comme pivot de l'économie domestique. Toute action émanant du gouvernement national -notamment en ce qui concerne le dossier des expropriations- sera attaquée avec virulence.

Tarir le flux d'argent tombant dans l'escarcelle des entreprises liées au grand patronat et chambres de commerce

suppose la mise en place d'une gestion sélective et différenciée des crédits publics, excluant le « gouvernement paternel » pour les nombreuses entreprises qui occupent le créneau de la distribution des produits. Celles-ci se sont dotées d'une solide expérience en matière de techniques de commercialisation, et de cette manière peuvent exercer un chantage permanent sur la grande masse des consommateurs.

Cette décision (consistant de manière sélective, à cesser l'octroi à certaines entreprises de dollars préférentiels), ne manquera pas de susciter leur réaction énergique, via les nombreux médias qui leur appartiennent. Leur argumentation reposera sur des arguments comme celui que les sociétés visées seront contraintes de recourir au dollar parallèle (justifiant ainsi une augmentation des prix), ou qu'elles courront le risque de devoir fermer leurs portes ou de « quitter le pays » (à l'exemple de Procter & Gamble, qui menace depuis une décennie, de s'en aller). Nous serons témoins de campagnes de propagande auxquelles l'industrie Polar (principal oligopole vénézuélien) nous habitue : la promesse d'investir dans la production nationale, en échange de subventions publiques en dollars.

Les retombées politiques réelles résultent des deux années de sabotage systématique, véritable moyen d'extorsion de la population. Accompagné de violences d'étudiants de droite et de paramilitaires colombiens comme bélier médiatique et politique, cette déstabilisation a d'ores et déjà causé d'énormes dégâts à l'imaginaire politique vénézuélien. La balle se situe désormais dans le camp du chavisme, du gouvernement, qui peut faire le choix d'une défense en profondeur et cohérente du peuple, ou non.

La guerre économique a débuté alors que le prix du baril de pétrole s'élevait à 100 dollars. Elle s'intensifie à l'heure actuelle, alors que sur le marché international, ce tarif a chuté à 50 dollars. La réponse à cette situation d'urgence consiste à mener sans répit les actions nécessaires, mais en bannissant toute hâte. Les dés sont jetés, et Maduro a déclaré qu'il s'agit d'explorer d'autres pistes, de s'appuyer sur d'autres ressources, afin de prendre à contre-pied, le scénario basé sur la guerre d'usure et les ravages que l'attitude criminelle de la bourgeoisie entend imposer au pays.

Que faire demain ?

Les temps ne sont pas à l'angoisse. Tout indique que le gouvernement national prendra les mesures qui s'imposent, en agissant d'une manière posée, chirurgicale et cohérente. Ce qui suit entrera probablement en application (ces informations n'émanent pas d'une source gouvernementale). Pour imaginer ce qui est le plus probable, il suffit de considérer les axes centraux de cette guerre :

1. Le système de distribution des biens et marchandises importés, se trouve dans une situation particulièrement critique. Il est par conséquent nécessaire d'agir à ce niveau en posant un veto à l'accès aux dollars préférentiels pour les entreprises concernées, et en imposant quelques mesures d'expropriations. Il s'agit de biens non alimentaires, mais essentiels dans la vie de tous les jours qui sont visés (articles de toilette et ménagers) distribués par des chaînes privées qui devraient être parmi les premières à faire l'objet de mesures gouvernementales.
2. Des chaînes privées d'importation et de transformation des matériaux constitutifs des produits ménagers et des articles de toilette (qui s'appuient sur des usines et un personnel conséquent) sont également susceptibles d'être touchées par ces actions gouvernementales. Afin ne pas détruire outre mesure le tissu de ce secteur d'importation et de production, le pouvoir exécutif pourrait prendre des mesures temporaires (réquisition de locaux ou expropriation) tout en veillant à ne pas entraîner la paralysie des activités. Certaines de ces chaînes travaillent exclusivement sur ce secteur d'articles. Mais un nombre non négligeable de ces usines sont associées au secteur alimentaire.
3. Des unités de production, mais aussi des chaînes de distribution de petite taille liées à la fabrication de biens sensibles – et impliquées dans des opérations frauduleuses- peuvent également être visées par des sanctions. L'expropriation récente de magasins généralistes installés dans les zones populaires tels « Dia Dia » constitue un exemple. Ils se trouvent désormais placés sous la tutelle de PDVAL (réseau de distribution alimentaire subventionné par l'État).

4. Des usines dont la production est paralysée ou menacée de l'être, peuvent faire l'objet d'une mesure d'expropriation, ou bénéficier de l'appui de la puissance publique, compte tenu des spécificités de chaque cas.
5. Un facteur essentiel – de nature politique – doit être intégré aux paramètres de cette étude : celui de la base d'appui dont bénéficie le gouvernement national. Nous assistons probablement au début d'un scénario redouté par beaucoup de la perte par une fraction de l'élite de ses privilèges et de l'expropriation de ses actifs.. La gestion politique de ce dossier doit s'inscrire dans la durée, et être centrée sur les mesures à prendre, en donnant du temps au temps, sans à-coups mais continue, pour tranquilliser cette partie de la population qui soutient le gouvernement tout en aspirant à l'expropriation rapide et décisive de l'ensemble des biens de la bourgeoisie – ce qui ne va pas se produire en ce moment. En outre, une grande partie de la base de soutien au chavisme ne semble pas appeler de ses vœux la mise en application de mesures spasmodiques visant le secteur privé.
6. La question fondamentale est de savoir si la diversité de forces constitutives du chavisme (mais aussi certaines de celles-ci excédant le chavisme stricto sensu) appuiera majoritairement, et avec constance, le programme en cours de réalisation. Dans le contexte de guerre économique et des ravages qui en résultent, après l'organisation de nombreuses rencontres publiques entre Maduro et les patrons (en réalité, sans résultat tangible), après la découverte de mille formes de corruption au sein des entreprises, de sabotages et d'accaparement de stocks démontrés sur le terrain avec leurs acteurs visibles, du grand entrepreneur aux petits spéculateurs agissant dans le secteur du commerce, le plus probable est que oui : la radicalisation et la puissance des actions menées contre la guerre économique recevront l'appui de la majorité.

Franco Vielma

Source : <http://misionverdad.com/la-guerra-en-venezuela/expropiaciones-y-no-mas...>

Traduction : Jean-Marc del Percio

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/04/26/plus-de-dollars-pour-f...>

1. Lire « Comment le Sommet des Amériques a écrit l'Histoire (tout ce que ne vous a pas dit « Courrier International ») », <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/04/15/comment-le-sommet-des-...>

2. Lire « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les files d'attente sans jamais oser le demander », <http://wp.me/p2ahp2-1J7>

2. <http://www.correodelorinoco.gob.ve/nacionales/ministerio-publico-solic...>